

Burundi

Lucy Mulvagh

Crise humanitaire

Burundi a débuté l'année 2007 en prise avec des inondations dévastatrices qui ont conduit à de vastes déplacements, la famine et la maladie. Le Programme Alimentaire Mondial a estimé que les ménages affectés ont perdu de 50 à 60% de leurs revenus, et ceci a conduit à un appel international aux dons pour une aide alimentaire pour 2 millions de personnes. Le gouvernement a créé un fond de solidarité auquel tous les burundais ont été enjoins à contribuer.

Paix et sécurité

Au cours de l'année 2007, le processus de paix nationale a souffert d'un retour en arrière, avec une résurgence des combats entre les Forces de Défense Nationale et les rebelles du FNL (Forces Nationales de Libération). Les activités du FNL se sont renforcées contre les civils notamment à travers des pillages, des extorsions, des embuscades et des enlèvements et en Septembre, 4000 personnes ont été déplacées suite aux raids du FNL dans le Nord.

La Commission de l'ONU pour la construction de la paix (*UN Peacebuilding Commission*, PBC) a adopté un cadre stratégique pour la construction de la paix au Burundi. Même si on n'y mentionne pas les Batwas, on y fait référence aux besoins socio-économiques et en terres des groupes dit « vulnérables » qu'il faut satisfaire et aux violations des Droits de l'Homme qui doivent être jugées.

L'impasse politique

La situation politique au Burundi s'est détériorée à cause du retard de la mise en place du cessez-le-feu de Septembre 2006 et des divisions internes au sein de la direction du parti du CNDD-FDD (*Conseil National pour la Défense de la Démocratie - Forces pour la Défense de la Démocratie*). L'opposition a utilisé ces tensions au sein du CNDD- FDD pour réitérer les questions du partage des pouvoirs et de la bonne gouvernance et a effectivement boycotté le travail du Parlement la majeure partie de l'année.

Justice et Droits de l'Homme

En Janvier, la Suprême Court a acquitté l'ancien Président intérimaire, le Vice-Président et deux autres personnes de conspiration d'un coup d'Etat en 2006 pour défaut de preuves, même si deux autres ont été condamnées. Les acquittements ont calmé certaines des tensions entre le gouvernement et l'opposition après que cette dernière ait accusé les autorités de fabriquer ce coup afin de la réduire au silence. Les organisations des Droits de l'Homme ont condamné cette affaire, indiquant que ce n'était là qu'un exemple de la pauvre situation des droits de l'homme au Burundi.

Durant l'année, il y a eu de nombreux rapports d'arrestations et de détentions arbitraires. Les violences sexuelles contre les femmes et les enfants ont été prédominantes dans certaines régions tout comme les meurtres et les vols (dont des vols armés au bord des routes), commis aussi par les forces armées. Un expert des Nations Unies a rapporté des mauvais traitement continus et des cas de torture de suspects par la police ainsi que des

violations des procédures légales par la Police et les officiers judiciaires. De plus, *Human Right Watch* a observé que les enfants détenus sont victimes de torture et d'abus sexuels. Un autre représentant des Nations Unies a déclaré que davantage devait être fait pour protéger les enfants des conflits armés et pour améliorer les conditions de détention des mineurs inculpés d'appartenance à des groupes armés.

Attention internationale donnée aux violations des Droits des Batwa

En janvier, un expert missionné par les Nations Unies a visité une communauté Batwa au Burundi dont les membres s'étaient plaints de discrimination et des conséquences que cela entraînait en terme de nourriture, logement et droits fonciers ainsi qu'au niveau de l'accès à l'eau potable. Les Batwa ont expliqué que leurs enfants abandonnaient l'école à cause de la faim et que les non-Batwa prenaient leurs terres. Ils ont soumis une requête à l'expert, qui a noté que :

« La communauté [Batwa] reste marginalisée et discriminée dans tous les domaines de la vie au Burundi, et même s'ils jouissent aujourd'hui d'une certaine représentation politique au Parlement et au Sénat avec la Nouvelle Constitution du Burundi, cela n'a pas été traduit en opportunités correspondantes au Gouvernement et dans ces institutions. »

Le Haut-commissaire aux Droits de l'Homme des Nations Unies a aussi exprimé son inquiétude vis-à-vis de la situation des Batwa et a demandé le gouvernement d'en finir avec la discrimination contre ce peuple, notamment en ce qui concerne la pratiques du travail-esclave.

Reforme foncière

La terre reste une question cruciale pour les Batwa. Un projet de loi foncière a été présenté à l'Assemblée Nationale mais l'impasse politique au Burundi a retardé son adoption à 2008. Néanmoins, le projet actuel n'aborde malheureusement pas directement les droits fonciers des Batwa et leur manque de terres. Avec le soutien du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) et l'ambassade néerlandaise, entre autres, la *Commission Nationale des Terres et autres Biens* (CNTB) a commencé un travail considérable en 2007. Un membre de l'UNIPROBA, le seul représentant Batwa au sein du CNTB, a été nommé Président de la sous-commission chargée d'inventorier les terres. Cette sous-commission a identifié et réclamé les terres acquises auparavant illégalement à travers le pays. Le CNTB veut redistribuer ces terres aux Burundais sans terre. Le vice-président du CNTB a indiqué que les Batwa sans terre sont une priorité pour le CNTB et il s'est engagé à leur trouver à tous des terrains adéquats. Néanmoins, il a confirmé que le principe de « mise en valeur » serait toujours appliqué. Avec le soutien d'IWGIA, UNIPROBA est en train d'identifier tous les Batwa sans terre vivant au Burundi et fournit ces informations au CNTB.

Avec le soutien de Forest Peoples Programme(FPP), UNIPROBA a démarré un projet pour analyser et développer des recommandations pour améliorer le projet de loi foncière et le processus de réforme foncière. Ces activités s'accompagneront de plaidoyer pour que les autorités agissent en ce qui concerne la discrimination généralisée et la privation de terres auxquels les Batwa sont confrontés et en ce qui concerne la violation de leurs droits à la terre.

Plaidoyer des Batwa

En 2007, les représentants d'UNIPROBA ont mené des plaidoyers internationaux, avec le soutien de FPP et d'IWGIA, à la Commission Africaine sur les Droits de l'Homme et des peuples. En participant à l'Instance Permanente sur les Questions Autochtones des Nations Unies, les délégués Batwa ont de façon intensive fait du lobbying auprès des gouvernements africains pour soutenir l'adoption de la Déclaration des Droits des Peuple Autochtones. En Mai, UNIPROBA et FPP ont organisé un séminaire national pour les représentants des communautés Batwa, le CNTB et le Parlement au sujet des droits fonciers des autochtones et de la loi foncière nationale.

***Lucy Mulvagh** détient un Master en Droits de l'Homme de l'Université d'Essex au Royaume-Uni et est Coordinateur de Projet pour le Programme Afrique en matière de Loi et Droits de l'Homme pour Forest Peoples Programme (lucy@forestpeoples.org)*